

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 06/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2**

70, Quai Jacoutot  
67000 STRASBOURG

Références : 0006700450\_20220621\_SES\_D2\_VI\_APMO

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2 implanté 70, Quai Jacoutot 67000 STRASBOURG. L'inspection a été annoncée le 23/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2
- 70, Quai Jacoutot 67000 STRASBOURG
- Code AIOT dans GUN : 0006700450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

SES D2 exerce une activité de dépôt pétrolier au port aux pétroles de Strasbourg.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion de la sous-traitance
- Mesures de maîtrise des risques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 7.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rétention	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 7.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Identification des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article article 1 de l'annexe 1	/	Sans objet
Evaluation des entreprises extérieures :	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article article 6 de l'annexe 1	/	Sans objet
Mesures de maîtrise des risques appontement	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 8.1.2	/	Sans objet
Information / formation du personnel sous traitant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article article 1 de l'annexe 1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Deux non-conformités conduisent l'Inspection à proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure pour le respect de certaines prescriptions opposables à l'exploitant.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Identification des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'Inspection les procédures de gestion de la sous-traitance accompagnées d'une autorisation de travail, d'un plan de prévention et d'un permis feu relatifs à des interventions antérieures. Les sous-traitants et les types de travaux y sont identifiés. Les besoins en formations et habilitations y sont également définis. Une visite préalable sur site est réalisée afin d'évaluer les risques liés aux travaux et à la co-activité. Le donneur d'ordre réceptionne les travaux et s'assure de leurs conformités.  Aucun sous-traitants n'était présent le jour de la visite d'inspection.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Information / formation du personnel sous traitant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> Tous les sous-traitants reçoivent un "passeport sécurité" à l'issue d'une formation dite "accueil sécurité". Cette formation est d'une durée de 25 minutes suivie d'un contrôle des connaissances par QCM. Elle fait l'objet d'un renouvellement tous les 12 mois.
<b>Observations :</b> une meilleure formalisation des modalités décrites est attendue.
<b>Type de suites proposées :</b> s Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Evaluation des entreprises extérieures :

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'Inspection une fiche d'évaluation annuelle des sous-traitants comprenant plusieurs critères, dont certains sont liés à la sécurité.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test des chaînes de sécurité MMRI
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures de maîtrise des risques : sont efficaces ; ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser ; sont testées périodiquement ; sont maintenues opérationnelles ; sont indépendantes de l'événement à maîtriser ainsi que de ses causes.
<b>Constats :</b> Une mesure de maîtrise des risques (MMR) est constituée, à l'appontement, par la chaîne : "détection de niveau très haut du bac en cours de remplissage – arrêt de la pompe de transfert – arrêt de la pompe du bateau – fermeture des vannes".  L'Inspection a demandé à contrôler les registres des tests effectués pour la vérification de l'arrêt de la pompe bateau, de la pompe transfert ainsi que la fermeture des vannes, sur détection du niveau très haut d'un bac en cours de remplissage. Selon l'EDD, cette vérification est réalisée de façon semestrielle  Si l'exploitant a su fournir à l'Inspection les tests de certaines parties isolées de la MMR en question (exemple: calibrage et vérification du bon fonctionnement d'un détecteur de niveau très haut), il n'a pas été en mesure de justifier la réalisation des tests du fonctionnement de la chaîne complète en interaction de ses parties constitutives (exemple: détection du niveau très haut par le capteur entraînant les fermetures effectives des vannes et des pompes par commande de l'automate). De ce fait, l'exploitant ne teste pas la MMR mais seulement ses constituants. Il n'a pas de certitude à l'issue des vérifications qu'il réalise, de ce que le signal donné par le détecteur actionne bien les organes prévus. Si ce n'était pas le cas, la MMR serait inopérante.  Le test de la MMR est incomplet, donc non-valide.
<b>Observations :</b> Non conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Mesures de maîtrise des risques appontement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 8.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques appontement

**Prescription contrôlée :**

Les mesures de maîtrise des risques suivantes sont mises en place au niveau de l'appontement pour limiter le temps d'épandage à deux minutes :

ÉQUIPEMENT	ACTION SUR				PHASE(S) DE TRANSFERT	
	Arrêt de la pompe du bateau	Fermeture de la vanne sécurité barge	Arrêt des pompes de transfert du dépôt	Fermeture des vannes motorisées du dépôt	chargement	déchargement
Mise à la terre barge* ou joint isolant	X	X	X		X	X
Niveau très haut des réservoirs* (NTH)	X	X	X	X		X

**Constats :** L'Inspection a souhaité testé le bon fonctionnement du système de sécurité consistant à arrêter automatiquement la pompe de transfert ainsi que la fermeture de la vanne située en pied de bac, sur détection d'un niveau très haut du bac 223 en cours de remplissage.

L'exploitant a mis en œuvre une pompe pour effectuer un transfert d'hydrocarbure dans le bac concerné.

Un employé a ensuite débranché le capteur de niveau très haut situé en partie supérieure du bac. Ce dernier étant à sécurité positive, ce débranchement a créé une alarme qui a immédiatement provoqué l'arrêt de la pompe et la fermeture de la vanne. La remontée des informations au poste de supervision a également été constatée.

**Observations :** Sans objet

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des produits polluants
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaire.
<b>Constats :</b> L'Inspection a relevé la présence d'au moins un récipient, de type IBC d'1m3, contenant de l'émulseur et stocké sans rétention à proximité immédiate de la cuvette numéro 2. Il est rappelé que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention.  Au regard de la proximité immédiate de ce moyen de lutte contre l'incendie avec la cuvette, l'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer du respect des limites d'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir en cas d'incendie.
<b>Observations :</b> Non conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription